

CIRCULATION

Vignette allemande : la "Kolossal" indignation

L'instauration, d'ici 2016, d'une vignette pour tous les véhicules entrant sur le territoire allemand, sur routes et autoroutes, suscite une vague de protestation. Surtout en Moselle-Est et en Sarre où les populations des deux pays vivent quotidiennement ensemble.

à deux-ponts

L'incompréhension des fans de shopping



Hier après-midi, Thierry, de Bitch, et Mary, de Schorbach, ont fait du shopping à Zweibrücken. Comme tant de Français.

A Zweibrücken, hier, les Français étaient nombreux à arpenter les allées de The Style Outlets. Le centre commercial est foulé chaque année par plus de 6 millions de pieds. Des Allemands, des Luxembourgeois, des Belges et beaucoup de Français qui investissent les 125 boutiques. 125 employés sont Français.

Chez tous, c'est l'incompréhension. « En Allemagne, souligne Marie-France de Volmunster, j'y vais souvent. Je serai bien obligée d'acheter cette vignette. » Ce n'est pas le principe d'un péage qui pose problème mais son prix. « C'est trop cher, râle Thierry, boulanger à Bitch. L'an dernier, j'étais en Suisse. La vignette coûte 40 €. C'est bon marché par rapport aux péages en France ».

Lui, comme tant d'autres, passe la frontière plusieurs fois par semaine. « On vient y faire les courses, les fruits, l'alimentation pour les chiens, les produits cosmétiques, les produits ménagers sont moins chers », explique Mary, de Schorbach, son amie. « On va au Globus, on vient ici, à The Style outlets, au moins une fois par mois, pour du shopping ».

Si la mesure entre en application en 2016, les frontaliers sont fatalistes. « Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? On la prendra, cette vignette, on sera bien obligé de prendre cette vignette. Et encore une taxe en plus ! » Matthieu et Aurélie sont venus hier à Zweibrücken, à deux minutes de la frontière, faire des achats. « Ça nous fera perdre encore plus de pouvoir d'achat. Et ça nous fera réfléchir. On va faire nos courses une fois par mois en Allemagne. » Et pas sûr qu'avec une vignette à 150 € on y gagne encore.

à hanweiler

« On ne viendra plus ! »



« Si c'est comme ça, on ne viendra plus ! », telle est la première réaction de Sabrina et Mandy.

A un jet de pierre de Sarreguemines se situe Hanweiler avec sa zone commerciale longeant la route principale menant à Sarrebruck. Sur les parkings de Netto Marken-Discount, de DM ou des cafés et débits de tabac, on relève essentiellement des plaques d'immatriculations françaises. Sabrina et Mandy viennent régulièrement à cet endroit « car c'est moins cher surtout pour les cigarettes et les produits d'entretien. S'ils appliquent cette mesure, ils vont enregistrer une grosse perte de chiffre d'affaires. Ils ne se rendent pas compte des répercussions que cela aura. Ils donnent

l'impression de vouloir se couper des autres pays ». Stéphanie et Sabrina sont sur la même longueur d'onde. « C'est une façon de fermer à nouveau la frontière. On ne viendra plus consommer ici. Être frontalier, est une richesse et permet des échanges intéressants ».

Sabrina qui était étudiante à Sarrebruck considère comme une « chance d'habiter à côté de l'Allemagne. J'aime tellement y venir pour le shopping, les loisirs, les restaurants que je serais sans doute contrainte de payer cette vignette. L'Europe, c'est l'ouverture des frontières. Là, les Allemands proposent l'inverse ».

à bouzonville

« Un prix excessif »

« Évidemment, si je ne travaillais pas Outre-Rhin – et que je n'y allais que pour les courses – je préférerais le pour et le contre. Mais si je veux travailler, il n'y a pas le choix ! », lâche Alfonso Sardo. Il habite le secteur de Bouzonville et travaille chez Ford, en Allemagne. « Non seulement on ne peut pas esquiver la vignette, car elle ne concerne pas uniquement les autoroutes mais toutes les routes, mais en plus son prix s'annonce excessif », réagit-il. Il compare ainsi la Suisse (« 30 € ») et le projet allemand (« une centaine d'euros »). « Et le covoiturage ? Chacun va devoir acheter sa vignette... Pas question d'avoir de problème mécanique ou autre car même si on a deux voitures, on ne va pas acheter deux vignettes vu le prix... » Il pointe une situation européenne délicate. « En Belgique et au Luxembourg, les autoroutes sont gratuites. Ils vont finir



Alfonso Sardo « Si je veux travailler, il n'y a pas le choix ! »

par se dire : Pourquoi ne pas faire payer ? On va se retrouver le pare-brise plein de vignettes ! », prophétise-t-il. Avant de nuancer en soupirant : « Enfin, mieux vaut acheter une vignette que de payer tous les jours 3,70 € de péage comme ceux qui travaillent à Metz. »

« C'est contraire à l'esprit européen »

Les élus de Moselle-Est, très investis dans les échanges transfrontaliers avec la Sarre, vivent cette décision de Berlin comme un coup de canif dans la nécessaire coopération franco-allemande et la construction européenne.

Gilbert Schuh, militant de la cause européenne, est abasourdi. « Cette instauration d'une vignette en Allemagne est une très mauvaise surprise. Elle va considérablement

l'instauration de la vignette qui pénalisera forcément l'économie sarroise, dépendante d'échanges nombreux avec la France et la Moselle en particulier.

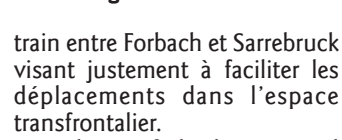
Laurent Kalinowski ne mâche pas ses mots. Le député maire de Forbach considère ce positionnement du gouvernement allemand « comme étonnant, anormal et contraire à la volonté de construction européenne ». Il y voit même « une entrave à la mobilité sur un territoire résolument transfrontalier ».

« C'est une mauvaise surprise »

général nos travailleurs frontaliers qui sont plus 15 000 à se rendre tous les jours en Sarre », reconnaît le maire de Morsbach. Celui qui a longtemps présidé l'Eurodistrict SaarMoselle rappelle que les élus de Moselle-Est et de Sarre essayent de gommer les frontières dans de nombreux domaines, y compris les transports : « Cette décision de Berlin ne va pas dans le sens d'une coopération renforcée. Je le regrette. On cherche à faciliter l'accès aux transports urbains, aux soins, à l'emploi des deux côtés de la frontière. La vignette va mettre un frein à tout ça ».

Dès aujourd'hui, Gilbert Schuh va tenter de convaincre ses amis élus allemands de mettre en place « une exemption de vignette pour les habitants du territoire de l'Eurodistrict », soit toute la Moselle-Est. Le maire de Morsbach a déjà reçu le soutien de Peter Gillo, président du Regionalverband de Sarrebruck. Ce dernier est aussi opposé à

« On dirait un droit d'entrée en Allemagne »



Laurent Kalinowski : « On dirait un droit d'entrée en Allemagne »

train entre Forbach et Sarrebruck visant justement à faciliter les déplacements dans l'espace transfrontalier.

Le député forbachois entend saisir rapidement le ministre en charge des Affaires européennes. Paola Zanetti, députée de Saint-Avold, ne cache pas non plus sa surprise : « C'est un peu

contraire à la libre circulation. Et quand la chancelière Angela Merkel nous parle de renforcer la coopération, là on tombe dans un double discours ! »

Et la libre circulation ?

Inquiète pour les nombreux travailleurs frontaliers, elle estime quand même que l'Alle-

« Après la surimposition des frontaliers, ça va bien ! »

magne pourrait accepter une exemption de vignette pour ceux-ci : « L'Allemagne a un problème démographique, ils ont besoin de la main-d'œuvre française. » Et de s'indigner : « Cette nouvelle décision qui s'ajoute à leur imposition rétroactive pour les Français qui travaillaient en



Allemagne, ça va bien ! ». Paola Zanetti indique qu'elle et ses collègues parlementaires, notamment en zones frontalières, vont « lancer une démarche collective pour sensibiliser le gouvernement ».

« Même si le gouvernement allemand est souverain », le docteur Jean Schuler, conseiller général de Saint-Avold 2, regrette « l'absence de concertation » entre les instances françaises et allemandes. « La main-d'œuvre mosellane est la bienvenue dans les entreprises allemandes et la clientèle des commerces de la zone frontalière est en majorité française. La vignette à 150 €/an va grever le budget des salariés. Aux syndicats d'être leur porte-parole auprès des patrons. Aux députés et sénateurs d'intervenir pour obtenir des amendements pour les tarifs et, pourquoi pas, un statut particulier pour les personnes qui empruntent quotidiennement les routes allemandes. Les Français ne seront pas les seuls touchés. Je pense aux

Jean Schuler : « Et si on saisisait la cour de justice européenne ? »

Autrichiens et aux Polonais ou encore celles et ceux qui empruntent les autoroutes allemandes pour se rendre au Luxembourg. Dans le contexte de libre circulation, ne faudrait-il pas saisir la cour de justice européenne ? Tout cela mérite discussion. » Jean Schuler est délégué aux relations transfrontalières au conseil général. Aujourd'hui, il a rendez-vous avec le président Weiten et il évoquera cette question. « C'est sûr, il y aura une réaction, affirme l'élu. Politiquement, c'est le moment de créer un mouvement de territoire transfrontalier. »

« Qui devrait payer ? Tous les automobilistes allemands et étrangers. Pas les voitures électriques ou utilisées par des personnes handicapées. Quels seraient les tarifs ? Pour les étrangers, 10 € pour 10 jours minimum, 20 € pour deux mois avec une possibilité de prolongation sur un an avec la contribution financière qui s'impose. Pour une vignette annuelle, il faudra verser 103,04 € pour un véhicule essence et 112,35 € pour un diesel. Le prix moyen par véhicule a été évalué par le gouvernement allemand à 88 €/an. Où acheter la vignette ? Les Allemands l'auront par la Poste. Les étrangers l'obtiendront par internet ou dans les stations essence. A partir de quand ? Le 1er janvier 2016.

Le projet

« Qui devrait payer ? Tous les automobilistes allemands et étrangers. Pas les voitures électriques ou utilisées par des personnes handicapées. Quels seraient les tarifs ? Pour les étrangers, 10 € pour 10 jours minimum, 20 € pour deux mois avec une possibilité de prolongation sur un an avec la contribution financière qui s'impose. Pour une vignette annuelle, il faudra verser 103,04 € pour un véhicule essence et 112,35 € pour un diesel. Le prix moyen par véhicule a été évalué par le gouvernement allemand à 88 €/an. Où acheter la vignette ? Les Allemands l'auront par la Poste. Les étrangers l'obtiendront par internet ou dans les stations essence. A partir de quand ? Le 1er janvier 2016.

Un pays payant

Quel formidable pas en arrière. Alors que les fameux accords de Schengen prévoient la libre circulation des personnes dans l'espace de la communauté européenne, le gouvernement allemand a pris une décision qui ne supprime pas la liberté de circuler... mais la rend tout simplement payante. L'Allemagne, ce formidable modèle économique, devient un pays dont l'entrée sera taxée selon votre carrosse entre 80 et 150 € par an. Les frontières ont été supprimées mais on va mettre des péages à la place. Bel exemple de construction européenne. Mais l'idée du ministre des Transports Alexander Dobrindt n'est pas encore devenue réalité. D'ici 2016, sa taxe va faire l'objet de nombreux recours. Déjà, les Pays-Bas et l'Autriche ont fait savoir qu'ils allaient porter plainte contre le mécanisme auprès de la justice européenne. La taxe Dobrindt n'a pas fini de diviser.

du côté des employés à la brême d'or, entre stiring-wendel et sarrebruck

« Avec nos deux voitures c'est bien trop cher »

Noëlle et Gilbert Koch habitent à Stiring-Wendel. Madame travaille pour la cantine du Saarbrücker Zeitung, Monsieur pour ZF, à Sarrebruck. « Quand j'ai lu dans le journal que les Allemands voulaient créer cette vignette, je n'en suis pas revenue, indique Noëlle. Et maintenant, je me rends compte que nous avons deux voitures. Nous n'allons pas payer 300 € par an pour aller travailler ! »

Comme beaucoup de travailleurs frontaliers, Noëlle commence très tôt le matin. « A 5 h 15, il n'y a pas de bus, je suis obligée de prendre ma voiture. Mon mari est posté, il ne peut pas m'emmener. Mon entreprise ne prendra jamais en charge cette vignette. Et je pense aussi à mes collègues qui sont à temps partiel et qui ne gagnent que 400 € par mois. Pour eux, ce ne sera plus rentable de passer la frontière pour leur job. »



Ces Stiringeois travaillent tous les deux en Allemagne.

Gilbert est en colère. « Où est l'Europe dans tout ça ? Et les Allemands qui viennent faire leurs courses chez nous ? On ne leur demande pas de payer s'ils restent sur les nationales ou départementales. C'est

du côté des employeurs

« Mon commerce va en pâtir »



Le patron d'Edeka risque de perdre 50 % de sa clientèle.

Josef Fuchs est le patron du magasin d'alimentation Edeka à Sarrebruck. « Le week-end, 50 % de ma clientèle est française. Si les acheteurs doivent payer une vignette pour venir faire leurs courses, ils préféreront rester en France. Je ne peux pas leur en vouloir, ils n'auraient plus rien à gagner en venant chez moi. »

Josef reste prudent pour le moment. « Je ne vois pas bien comment une telle mesure va être appliquée. Pour les frontaliers, c'est un vrai revers. Et puis, j'ai des employés français. Je vais être obligé de les aider à payer une partie de cette vignette pour qu'ils continuent à travailler pour moi. Tout ça ne sent pas très bon. »

« Ce sera du racket pur et dur »

Roland Sarter est employé chez ZF à Sarrebruck. Il est également délégué au comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle. « On ne s'est pas encore concerté mais en mon nom, j'estime que cette mesure est purement et simplement du racket de la part de l'Allemagne. On revient à une gestion féodale ! »

Pour lui, « le travailleur frontalier ne peut pas s'en sortir. Cette disposition touche autant les salariés que les consommateurs. Il est hors de question que nous remplissions les caisses de l'État allemand. C'est quoi ce flicage fiscal ? »

Roland va plus loin. « Ce n'est pas aux Français d'entretenir les routes allemandes. Ils n'ont qu'à installer des péages sur leurs autoroutes. Là, il n'y aurait rien à redire. Et puis, je me demande... L'Europe, ça sert à quoi finalement ? »

du côté des employés

« Je viendrai en vélo »



Véronique refuse tout net la vignette.

Véronique Giese travaille à la station essence Total quelques mètres derrière la frontière allemande. Pour elle, la vignette, c'est niet. « Moi, je viens de Stiring-Wendel. Je ne vais pas payer 150 € par an pour faire quelques kilomètres. S'il le faut, je poserai ma voiture derrière la frontière et je ferai le reste en vélo ! »

Véronique s'inquiète aussi pour la clientèle de la station. « Beaucoup de Français viennent juste acheter des cigarettes qui sont moins chères ici. Ce sont des clients que nous allons perdre. »

« Encore une taxe »



Nicole est excédée.

Nicole Krebs, habitante de Stiring-Wendel, est caissière à la cantine du Saarbrücker Zeitung. « Déjà qu'aller travailler me fait dépenser de l'argent à cause de l'essence, je ne vais pas payer cette vignette en plus. Sur l'autoroute, comme en France, je suis d'accord. Mais pas sur le réseau secondaire. »

thermes de la sarre

40% de Français

Lisa Schors, chargée de communication des Thermes de la Sarre à Bad Rölchingen, commune de Kleinblittersdorf est inquiète si cette vignette automobile est instaurée en 2016. Le complexe thermal a spécialement été positionné à cet endroit suite aux résultats de l'étude de marché. Elle avait démontré qu'une importante part de clientèle viendrait de France et de Moselle-est plus précisément. « Avec un taux de 40 %, nous sommes au-delà de nos prévisions. Nous ne pensions pas avoir un tel succès. Si cette vignette est instaurée, nous craignons le pire, cela pourrait remettre en question notre projet d'extension qui est déjà suspendu à l'accord d'un investisseur pour un hôtel ! ».

Lisa Schors signale également que le Land de Sarre a déjà alerté Berlin car cette mesure aurait « des répercussions économiques catastrophiques sur l'économie sarroise ».

Textes et photos : toutes nos agences de Moselle-Est.